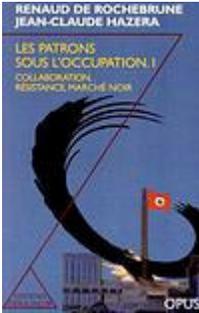


Les patrons sous l'occupation

Renaud de ROCHEBRUNE et Jean-Claude HAZERA

(Odile Jacob, 1995. collection semi-poche "Opus" en 2 volumes 1997)



Malgré un traitement plus journalistique qu'historique (plus ou moins un chapitre par entreprise familiale), et un curieux mélange d'indulgence systématique étayée sur portraits pour les patrons collabos (excuses gestionnaires, et finalement un patron reste un patron en toutes circonstances) et de dénonciation (quand même...) de l'inutilité de la logique (de l'argumentaire devrait-on dire) collaboratrice d'Etat de Vichy, ce livre a le mérite d'exister car trop peu d'historiens se sont réellement occupés du patronat français pendant l'Occupation. Si on renonce à y voir un ouvrage "scientifique", et s'il permet une lecture qui sauvegarde rétrospectivement les intérêts moraux collectifs du patronat, le livre est une mine de renseignements: stratégie(s) de l'occupant, gestion bricolée et recyclante de la pénurie de matière première, effets de la ligne de démarcation, concurrence malgré tout, militarisation des produits industriels, sous-traitance, détournements de matériels (de ciments notamment, monopolisés à 75 % par les allemands), facilités de paiements par les allemands grâce à des clauses d'armistice, distingo réquisition/livraisons volontaires, labellisation des usines privilégiées Sperr-Betriebe, etc. Certes, bien souvent le "profil psychologique" des patrons collabos sur lequel ont recentré excessivement l'ouvrage a d'autant moins d'intérêt que la structure patrimoniale des grandes entreprises et le rapport de la bourgeoisie aux outils de production sont aujourd'hui complètement différents (on retrouverait peut-être de tels esprits de maison chez quelques "moyennes" entreprises encore familiales ou introduites en Bourse sur le Second marché: mon usine avant mon pays) et qu'une collaboration économique serait désormais probablement plus "technocratique". A attitude souvent comparables, plusieurs patrons célèbres se retrouvent en prison à la Libération (Renault, Worms, Berliet), d'autres y échappent assez curieusement. Le livre aborde par ailleurs tout autant de "vrais" patrons d'entreprises familiales, des technocrates vichyssois, et des truands nouveaux riches qui n'ont pas manqué de faire fortune en profitant des circonstances, notamment du drôle de jeu mené par les allemands vis-à-vis du marché noir. On lira avec attention sur le régime vichyste proprement dit le chapitre 5 du deuxième tome sur G. Bardet, les dirigeants patronaux et la technocratie naissante. La Confédération nationale du patronat français a été dissoute mais s'y substitue au printemps 1941 un Centre d'information interprofessionnel devant coordonner les "comités d'organisation", ces paravent prétendus en dehors de la lutte de classes, justificatifs d'une exploitation patronale de salariés privés de tous leurs droits conquis depuis un siècle (syndicats et grève interdits) et aux salaires bloqués, exploitation elle-même au service de l'occupant, de son effort de guerre fasciste, de son approvisionnement en matières premières, produits et main d'œuvre.

L'exploitation des salariés pendant la guerre

La revanche par rapport aux victoires ouvrières de 1936 est claire:

Entre 1936 et le début de la guerre, des dirigeants que l'on retrouvera aux premiers rangs du pétainisme et même de la collaboration, comme Claude Georges, rêvaient déjà d'effacer les "erreurs" de l'été 1936.

La hausse totale du prix payé par le patron pour une heure de travail n'aurait été que de 27 % en moyenne. Mais surtout : " *Soudain, d'un jour à l'autre, d'un instant à l'autre parfois, pendant l'été 1936, un grand nombre de patrons français ont perdu leur autorité face à leurs employés*". L'effondrement général des droits des salariés à l'approche et en période de guerre ne reste malheureusement qu'un aspect fugacement abordé dans le livre. Le salarié n'a que son salaire pour vivre. Au delà des difficultés de vie quotidienne liée aux pénuries d'approvisionnement et à la cherté d'un marché noir qu'on découvre encouragé par les allemands, la guerre se révèle l'occasion de briser rapidement des décennies de conquêtes sociales. Dès septembre 1939 l'industrie d'armement est autorisée à pratiquer la semaine de 60 heures. Si le volume horaire redescend après l'armistice, il remonte bientôt dans les entreprises travaillant pour le Reich, les heures supplémentaires acceptées étant de toute façon mieux qu'un envoi en S.T.O. puisqu'avec la loi vichyste du 4 septembre 1942 les travailleurs, recensés, et ne pouvant plus changer d'employeur sans prévenir les autorités, doivent justifier d'un travail "dans l'intérêt supérieur de la nation" pour éviter le travail obligatoire en Allemagne. Vichy ne dirige d'ailleurs pas tout en la matière: le commandement militaire allemand promulgue une ordonnance du 22 avril 1942 lui permettant de fixer les horaires de travail dans l'industrie. Les réquisitions de mains-d'œuvre, le S.T.O. s'avérant ne rencontrer que fort peu de "volontaires", deviennent un sujet d'angoisse pour les plus jeunes ouvriers. Après la loi vichyste du 16 février 1943, les jeunes hommes nés en 1920, 21 et 22 deviennent réquisitionnés et "*se sentent traqués jusque dans la rue*" où il faut joindre une carte de travail à la présentation de sa carte d'identité. Des rafles surprennent d'abord les ouvriers dans les usines ("untels sont appelés au bureau"), mais au printemps 43 il y a des grèves, des fuites d'ouvriers, des manifestations au départ des trains. Le fabricant de machine-outils Jean Bardet recommande publiquement à ses jeunes ouvriers de prendre le maquis. Laval aurait déclaré à Fritz Sauckel, plénipotentiaire général pour le recrutement de la main-d'œuvre en territoires occupés, que *AS ne signifiera bientôt plus "armée secrète" - ainsi que l'on nommait la résistance armée - mais "armée Sauckel"* (vol.I, p. 185). Surtout, "*le travail obligatoire s'avère être un concurrent pour les patrons qui ont besoin de tout leur personnel*". En ajoutant les quelques volontaires du début (des employeurs envoient des équipes entières sur chantiers) aux déportés et aux prisonniers "transformés" en travailleurs, on arrive à 900 000 français ayant travaillé en Allemagne pendant la guerre. Le régime nazi a en effet besoin de ses propres ouvriers comme soldats supplémentaires et se refusera, contrairement aux alliés, à recourir à la main-d'œuvre féminine en arguant du *risque couru pour leur fécondité*. Préoccupation ne s'appliquant pas aux femmes des autres pays puisque 44 000 françaises travaillent en Allemagne en 1943 et que début 44 le Pétain, apôtre de la famille, étend le travail obligatoire aux jeunes femmes de 18 à 25 ans.

L'attitude de la CGT à la Libération

Le livre aborde tout aussi fugacement en divers chapitres des attitudes de la CGT à la Libération. Si de nombreux syndicalistes dénoncent leur direction patronale en 1944-45, on trouve aussi une certaine forme plus complexe de télescopage entre la cogestion (défense de l'emploi et de la politique de reconstruction nationale) et de la participation à l'épuration d'après-guerre. Ainsi la fédération CGT des travaux publics cautionnera t-elle la poursuite d'attribution de marchés publics à l'entreprise collaboratrice Brice en négociant directement avec le ministère l'éviction (provisoire jusqu'en 1950 et sans confiscation des biens) du patron et la présence d'un délégué syndical au conseil de direction, comme dans un autre secteur chez Simca, présences qui ne feront pas long feu quand vers 1949-1950 l'épuration sera finie. Le fils Berliet, sorti de prison, retrouve ainsi ses prérogatives après un intermède de quasi gestion ouvrière lorsque l'entreprise avait été placée sous séquestre.

Aux chantiers marseillais des aciéries du Nord, les résistants CGT, qui avaient mené la grève de mars 1944, mènent à la Libération une expérience d'autogestion couverte par une décision de réquisition prise par le commissaire de la République Raymond Aubrac. La productivité augmente. Mais la direction ex-vichyste reprend les rennes en janvier 1948.

A la fin du 1er tome on s'intéressera à l'annexe "*Comment les français ont financé leur propre exploitation*" relative au remboursement des frais d'occupation par un compte colossal ouvert à la Banque de France. Les allemands étaient considérés par les patrons comme de bons payeurs sous l'Occupation, on comprendra mieux pourquoi: ça ne leur coûtait rien ! On notera aussi que la Bourse a considérablement monté de 1940 à 1942, plus de 350 %, le potentiel d'épargne n'ayant plus qu'à acheter tout ce qui pouvait se vendre: "*En 1942, il n'y avait pratiquement plus de transactions, faute de vendeurs*". Il faut dire qu'un marché noir des transactions boursières s'était aussi mis en place pour contourner la réglementation vichyssoise (transactions seulement au comptant, actions désormais nominative...). On l'a vu aussi il y a quelques années dans la bulle de spéculation sur le secteur informatique-internet : l'évolution boursière ne saurait être seulement lue en fonction d'une santé économique tangible, mais en fonction d'une masse financière à placer ayant ses propres critères, quelque soit la pénurie (années 40) ou la dématérialisation d'une valeur (années 90).

S.J.